

**Discours du Président de la République,
le Général-Major Joseph Kabila à la Nation congolaise**

Mes Chers Compatriotes

Depuis quelques jours, les Forces Armées du Rwanda ont violé notre territoire en traversant la frontière commune par plusieurs entrées, dans la Province du Nord-Kivu.

Pour justifier leur aventure criminelle, les Responsables rwandais avancent le prétexte de la chasse aux groupes armés rwandais sur le territoire de la République Démocratique du Congo.

Chers Compatriotes,

Je voudrais vous rappeler que ce problème des groupes armés, qui n'a pas été créé par le Peuple congolais, a servi de prétexte à la guerre que le Rwanda a menée contre notre pays depuis 1998 et qui a contribué à déstabiliser dangereusement la région des Grands Lacs.

Il faut également relever que, depuis 1999, notre pays a travaillé, en étroite collaboration avec la Communauté Internationale en vue d'apporter une réponse adéquate aux préoccupations sécuritaires entre les deux pays.

En effet, outre l'Accord de Pretoria en 2002, nous avons signé, le 26 octobre 2004, l'Accord Tripartite avec le Rwanda et l'Ouganda, auquel s'est ajouté un mécanisme de contrôle et de vérification aux frontières élaboré et mis en place avec la participation de l'Union Africaine et des Nations Unies.

Et, sur cette base, le Gouvernement a élaboré un plan détaillé de règlement définitif de la question de la présence des groupes armés rwandais dans notre pays.

Cette tendance à l'apaisement et à l'assainissement des relations entre nos deux pays, en particulier et entre les pays de la région des Grands Lacs, en général, a été confirmée par la déclaration finale du sommet des Chefs d'Etat qui s'est tenu à Dar - Es- Salaam, sur la sécurité, la paix, la démocratie et le Développement dans la région des Grands Lacs.

Chers Compatriotes,

C'est juste au moment où nous entrevoyions l'aboutissement heureux d'une démarche initiée depuis 1999 que le Rwanda rejette le prescrit de la résolution n° 1565 du 1er octobre 2004 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, renie les engagements qu'il a pris dans le cadre du récent accord tripartite du 26 octobre 2004 et méconnaît le contenu de la Déclaration de Dar Es-Salaam du 19 novembre 2004.

Ce comportement du Rwanda ne peut pas étonner ceux qui ont suivi le processus de règlement de la question des groupes armés dans la région des Grands Lacs et qui ont constaté que, chaque fois que des avancées significatives étaient sur le point d'être réalisées, le Rwanda improvisait des initiatives qui, en définitive, avaient pour résultat, de torpiller le processus.

En effet, de quelle logique procède la décision rwandaise de prétendre résorber la menace que représentent les groupes armés en deux semaines avec une armée qui a occupé les provinces de l'Est de notre pays depuis 1998, sans apporter un début de solution à cette question ?

Chers Compatriotes,

En réalité, et si aujourd'hui le Rwanda a été contraint détalier au grand jour sa mauvaise foi, c'est parce que nous étions sur le point de vider complètement le prétexte des groupes armés dont il s'est toujours servi pour agresser notre pays.

Dès le départ, les Responsables rwandais ont toujours eu sur la République Démocratique du Congo des visées politiques de domination et même d'occupation et des visées économiques d'exploitation et de prédation.

Or, ces objectifs ont été contrariés par la conclusion de l'Accord Global qui réunifie les Congolais, leur restitue la prise en charge de leur pays, ouvre la porte aux élections démocratiques et donc à la renaissance de notre Pays aussi bien sur le plan tant politique, diplomatique qu'économique.

Depuis lors, ces Responsables se sont employés à entretenir l'insécurité et l'instabilité dans les régions de l'Est de notre Pays, en vue de perturber le processus de la transition et d'empêcher la tenue des élections prévues pour l'année prochaine.

C'est dans ce cadre que 'sinscrivent l'émergence des milices et autres factions dissidentes armées et les événements malheureux des mois de mai et juin 2004, à Bukavu, qui ont endeuillé inutilement notre Pays.

Chers Compatriotes,

Depuis 1998, notre Pays a connu différentes crises qu'il a toujours réussi à surmonter, avec votre concours et grâce à votre attachement à la Nation.

L'agression opérée aujourd'hui par le Rwanda contre notre pays est un défi majeur, en ce qu'il touche à ce qui nous est le plus cher et sur lequel nous ne reculerons jamais, à savoir la souveraineté nationale, l'unité et l'intégrité de notre Pays.

J'en appelle donc à votre vigilance habituelle et à la cohésion des citoyens face à cette nouvelle menace contre les institutions de la Transition et, au-delà, contre l'existence même de notre Pays. Evitons de tomber dans le piège des ennemis qui espèrent prendre prétexte sur nos divergences relatives à la politique interne pour fissurer le bloc de défense nationaliste.

Serrons-nous les coudes et tenons-nous prêts à relever le défi que nous pose aujourd'hui cette agression. Notre armée est en alerte et ses unités sont en cours de déploiement en vue de renforcer la défense du Territoire à l'Est, de bouter les forces d'agression hors de nos frontières, de faire face aux groupes armés rwandais encore présents sur notre territoire et d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

Nous attendons que la Communauté Internationale tire toutes les conséquences de la violation délibérée, par le Rwanda, de la charte des Nations Unies et des résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité.

Nous rejetons la prétention des Dirigeants rwandais de croire qu'ils peuvent imposer à notre Peuple et à notre Pays leur volonté d'hégémonie et de domination qui contrarie et perturbe la dynamique de paix, de stabilité et de développement dans la région des Grands Lacs.

La justesse de notre cause nous mènera à la victoire finale.

Que Dieu bénisse et protège la République Démocratique du Congo.

Je vous remercie.